

LES BRICS : FONDATION D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL ? ANALYSE GÉOPOLITIQUE

VINCENT PIOLET *

Imaginé en 2001 par un économiste de Goldman Sachs, le concept de BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) va, en l'espace d'une dizaine d'années, prendre corps et s'imposer au point de bousculer les représentations de l'international. Loin d'être concurrents, ces pays présentent des économies complémentaires et sont déjà en mesure de peser dans la diplomatie internationale de façon antihégémonique et d'envisager des projets communs, comme la mise sur pied d'une banque de développement.

Lorsque Jim O'Neill, économiste chez Goldman Sachs, utilise en 2001 l'acronyme BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) dans son article *Building Better Global Economic BRICs*¹, il était loin d'imaginer quelques années plus tard, que sa représentation allait prendre une forme concrète : le premier sommet des pays BRIC à Iekaterinbourg en Russie le 16 juin 2009.

Tout part d'un concours de circonstances particulières. En 2001, Jim O'Neill codirige le département Recherche économique chez Goldman Sachs, cependant son collègue lui fait faux-bond pour aller diriger la BBC. Face à ses équipes d'économistes, il doit leur montrer que, bien que seul désormais, il est capable de diriger le département : il réfléchit à comment les impressionner pour leur montrer ses qualités de leader. Aussi surprenant que cela puisse paraître, l'événement déclencheur de la création de l'acronyme BRIC est les attentats du 11 septembre 2001. Quel rapport ? Jim O'Neill explique : « Face à l'horreur de l'événement, le message sous-jacent

* DOCTEUR EN GÉOPOLITIQUE DE L'INSTITUT FRANÇAIS DE GÉOPOLITIQUE - UNIVERSITÉ PARIS 8

¹ Beth Kowitt, *For M. BRIC, nations meeting a milestone*, CNNMoney. com, 17 juin 2009.

était que la mondialisation allait continuer de se développer. Elle allait devenir plus complexe, et il ne s'agirait plus d'une américanisation du monde – comme beaucoup le pensait. Même si le 11 septembre n'a pas été le signe direct de cette évolution, il a cristallisé mes pensées. En novembre de la même année, j'écrivis une note appelée *Building Better Global Economic BRICs*. Elle montre que vous ne pouvez plus dominer le monde sans avoir ces quatre pays plus impliqués. »² La boucle semble bouclée : d'un événement géopolitique – le 11 septembre 2001 – est née une représentation qui a donné elle-même naissance à un autre événement géopolitique – la constitution formelle d'un espace régional comprenant quatre puissances émergentes – Brésil, Inde, Russie et Chine - représentées lors du premier sommet des pays BRICs à Iekaterinbourg en Russie le 16 juin 2009.

La constitution des BRICs en tant qu'entité propre fut un long cheminement diplomatique. Au départ, en 2006, les ministres des Affaires étrangères du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine se réunissent à New York en marge de la 61^e assemblée générale des Nations unies pour discuter. De cette discussion naîtront 4 réunions menées toujours par les ministres des Affaires étrangères de chaque État. La dernière de ces réunions, qui se tint le 16 mai 2008 à Iekaterinbourg, fut présentée de façon plus officielle en impliquant non plus seulement le ministre des Affaires étrangères de chaque État mais des délégations diplomatiques plus larges afin de travailler sur des thèmes communs. Une déclaration fut adoptée à la fin de cette dernière réunion formulant des approches communes sur 13 sujets internationaux allant du soutien à la Chine pour les jeux Olympiques au développement de la démocratie dans le monde.

À l'initiative de la Russie, les quatre chefs de gouvernement se rencontrèrent brièvement le 9 juillet 2008 en marge du G8 qui se tenait au Japon afin de discuter des modalités de la constitution de l'entité BRIC.

Le rapprochement entre les États BRIC fut complété par des rencontres entre les ministres des Finances respectifs à Sao Paulo au Brésil le 7 novembre 2008 et à Londres le 13 mars 2009. Les ministres des Finances adoptèrent une déclaration commune sur la crise économique mondiale, sur les raisons de celle-ci et sur les moyens de la surmonter.

² Beth Kowitt, *For M. BRIC, nations meeting a milestone*, CNNMoney.com, 17 juin 2009.

La suite de cette coopération fut le premier sommet officiel des pays BRIC à Iekaterinbourg en Russie le 16 juin 2009. Les BRICs se présentent alors *de facto* comme le représentant du Sud en déclarant notamment que le Nord - les pays développés - doit respecter son engagement de verser 0,7 % de son PNB pour le développement du Sud, qu'il doit envisager l'annulation totale ou partielle de la dette, qu'il doit davantage ouvrir ses marchés et enfin qu'il doit inciter le transfert de technologie.

Les BRICs se posent donc comme la voix du Sud, une voix forte et solide, à l'image de son acronyme.

L'ordre dans lequel sont désignés les quatre pays n'est en effet pas anodin. On parle de brique, d'ailleurs Jim O'Neill perçoit sa représentation comme telle : « Vous ne pouvez plus penser le monde sans penser à chacune de ses briques (*brics* en anglais), et ces quatre-là sont fondatrices »³. La sémantique est importante car à la question : pourquoi n'avez-vous pas nommé cette représentation « berceau » (*crib* en anglais), il explique que si l'acronyme CRIB lui était apparu en premier, il serait passé à la recherche d'un autre concept, car l'idée d'associer ces pays à des bébés lui aurait semblé incongrue. L'idée de construire une représentation qui fait de ces quatre États un espace régional « robuste » permet de bâtir un postulat - une proposition acceptée sans démonstration - amené à être à la base d'analyses économiques et politiques mais aussi *in fine* à l'organisation annuelle d'un forum réunissant les quatre chefs d'État.

Revenons à l'article originel *Building Better Global Economic BRICs*.

Le texte compare les économies des BRICs à celles des pays du G7 - groupe de discussion et de partenariat économique de sept pays parmi les plus puissants économiquement (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada). Il montre que les prévisions de croissance des BRICs seront plus importantes en 2001 et 2002 que celles des pays du G7. Cette tendance est amenée à s'accroître dans la décennie à venir et par conséquent la part des économies des BRICs dans l'économie mondiale augmentera. En parité de pouvoir d'achat, le poids agrégé des BRICs était d'environ 23,3 % du PIB mondial en 2000, soit plus que la zone euro et le Japon. De plus, des membres des BRIC ont déjà une économie plus importante que celle de certains pays du G7, comme la Chine par rapport à

³ Beth Kowitt, *For M. BRIC, nations meeting a milestone*, CNNMoney.com, 17 juin 2009.

l'Italie ou au Canada. Plusieurs scénarios sont alors élaborés avec des projections plus ou moins élevées des PIB des BRICs et des pays membres du G7. Dans tous ces scénarios, le poids des BRIC augmente – augmentation due principalement à la croissance chinoise – par rapport aux pays du G7.

Après ces estimations statistiques, le texte propose des réformes de gouvernance notamment à l'égard des institutions européennes : la zone euro étant amenée à s'étendre, il propose la création d'un « Comité fédéral d'*open market* », c'est-à-dire une institution chargée des achats et des ventes des titres des États membres et chargée de la constitution du taux interbancaire, pilotant ainsi la politique monétaire de la zone euro. Cette institution – calquée sur celle des États-Unis (*Federal Open Market Committee*) – fonctionnerait avec un mécanisme de droit de vote tournant, à la place du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne où chaque État de la zone euro a voix au chapitre en matière de politique monétaire. Pourquoi une telle réforme ? Elle induirait une réduction de la représentation des pays de la zone euro au G7, passant de 3 États à 1 État, laissant ainsi entrer au G7 d'abord la Chine, puis probablement le Brésil, la Russie, et enfin l'Inde ; G7 qui passerait ainsi progressivement à un G9. L'article finit par la phrase « Il est temps pour le monde de bâtir une meilleure gouvernance économique en intégrant les BRICs ».

Si, en termes de statistiques, l'analyse est peu critiquable, en revanche les réformes proposées ne sont pas sans arrière-pensées, elles vont dans le sens d'une réduction de la représentation dans la gouvernance mondiale des États membres de la zone euro. Lorsque que l'on sait que Goldman Sachs est une société américaine et Jim O'Neill un économiste britannique, on ne peut pas ne pas soupçonner une intention volontaire d'affaiblir la zone euro qui représente pour les États-Unis et le Royaume-Uni une menace directe pour l'hégémonie mondiale du dollar et également une menace pour la place de la livre sterling dans les échanges internationaux. Ce ne sont pas les monnaies chinoise, brésilienne, indienne ou russe qui changeront la donne et feront de l'ombre au dollar et à la livre sterling. Ajoutons que dans l'article de Jim O'Neill, il n'est pas question de remettre en cause la représentativité du Royaume-Uni alors que le poids de ce dernier pourrait également être revu, à l'instar de celui de la France, de l'Allemagne ou de l'Italie.

Une décennie après cette note, les recommandations n'ont, bien entendu, pas été suivies – ni l'Allemagne, ni la France, ni l'Italie ne s'est effacée derrière un membre unique représentant

la zone euro. La gouvernance mondiale a évolué, on ne parle plus de G7 – ou de G7+1 lorsque la Russie était invitée – mais de G8 avec la pleine intégration de la Russie dans la gouvernance mondiale ; et la Chine, l'Inde et le Brésil – rejoints entre temps par l'Afrique du Sud pour former les BRICS – ne sont toujours pas intégrés dans la gouvernance mondiale.

Le classement des puissances entre 2001 et 2012 a évolué. D'après le Fonds monétaire international (FMI)⁴, le PIB en parité de pouvoir d'achat donne le classement suivant en 2012 : Union européenne, États-Unis, Chine, Inde, Japon, Allemagne, Russie, Brésil, Royaume-Uni, France, Italie, Mexique, Corée du Sud, Canada [...], Afrique du Sud (25^e position). Le constat est sans appel, les BRICS – à l'exception de l'Afrique du Sud – ont bousculé le classement de la richesse des pays et si le G8 devait refléter la richesse des nations, les BRICS en feraient partie au détriment du Royaume-Uni, de la France, de l'Italie et du Canada. Il demeurerait néanmoins un représentant de l'Union européenne en tant qu'entité unique, mais il n'a actuellement qu'un statut d'invité et n'est pas membre à part entière de ce qui est alors un G8+1 ou un G9. Les prévisions de Jim O'Neill se sont donc révélées exactes – sauf pour le déclassement du Royaume-Uni qu'il n'avait pas jugé nécessaire d'étudier...

Passé ces considérations statistiques, nous pouvons constater qu'actuellement les BRICS ne sont pas intégrés au G8. La question qui se pose dorénavant est donc la suivante : les BRICS peuvent-ils être un contrepoids à la gouvernance mondiale et au partenariat économique du G8 ? Notons tout de suite la position privilégiée de la Russie qui fait partie des deux institutions. Si l'on envisage les BRICS en tant qu'organisation internationale entrant en compétition avec le G8, il est tentant d'en déduire une représentation des pays du Sud se soulevant et s'opposant aux pays du Nord. Pour cela, les BRICS devraient dépasser le stade d'organisation internationale et devenir comme le G8 une puissance politique. Le peuvent-ils ?

À première vue, l'espace régional des BRICS est complémentaire : la Russie, le Brésil et l'Afrique du Sud exportent abondamment des matières premières dont la Chine et l'Inde sont très demandeuses pour leur développement économique.

Bien que flous, quelques éléments de politique internationale rassemblent les BRICS comme la défense de la souveraineté

⁴ *World Economic Outlook Database*, octobre 2012, FMI, consulté le 1^{er} mai 2013.

nationale et le rejet de toute intervention susceptible de la remettre en cause. Ils n'ont pas hésité à s'opposer aux États-Unis et à leurs alliés sur des sujets comme l'intervention militaire en Libye lors de la déclaration commune clôturant le troisième sommet des BRICS le 14 avril 2011 (la Chine et la Russie – membres du Conseil de sécurité permanent de l'ONU –, et le Brésil et l'Inde – membres du Conseil de sécurité non permanent de l'ONU – se sont abstenus lors du vote à ce sujet). De la même façon, lors de la déclaration commune clôturant le quatrième sommet des BRICS le 29 mars 2012, la fin de la guerre civile en Syrie ne peut naître que de moyen pacifique entre les différentes parties. S'agissant de la crise iranienne sur le nucléaire, il n'est aucunement question d'intervenir militairement.

De manière générale, la motivation commune des BRICS est de briser l'hégémonie des pays occidentaux dans les organisations internationales afin de faire valoir une meilleure représentativité de leurs pays en avançant notamment l'argument du poids démographique largement en leur faveur. Pour exemple, les dernières interventions du FMI ont été critiquées concernant la générosité de cette institution lorsqu'il s'est agi d'aider les pays riches. Les BRICS ont donc décidé de s'organiser et de renforcer considérablement leur contrepoids face aux organisations internationales menées de fait par les Occidentaux.

Fin mars 2013, s'est tenu le cinquième sommet annuel des BRICS à Durban en Afrique du Sud, et une annonce a retenu l'attention : la création d'une banque de développement commune financée à hauteur de 50 milliards de dollars apportés à parts égales par les cinq États. L'objectif est clair : se passer du FMI ou de la Banque mondiale pour financer leur développement. Toutefois, derrière cette annonce, il est difficile de ne pas voir l'influence de la Chine. C'est en effet elle qui dispose de réserves de change élevées permettant de financer cette banque. De plus, c'est la Chine qui a l'économie la plus internationalisée, et elle est le premier partenaire commercial et investisseur du Brésil et de l'Afrique du Sud ⁵. Ainsi, l'émergence d'une telle institution reviendrait à bipolariser les relations internationales des nations émergentes, sachant que si elles se tournent vers la banque de développement des BRICS, elles se mettent sous la dépendance de la Chine, ce qui n'est pas sans conséquence, comme peuvent en témoigner certains États africains qui regrettent de s'être

⁵ Pascal Lorot, « BRICS : vers une nouvelle guerre des blocs », *le Nouvel Économiste* (11/04/2013).

jetés à corps perdu dans les bras des investisseurs chinois. Pour exemple, le gouverneur de la Banque centrale du Nigéria, Lamido Samusi, a publié le 11 mars 2013 dans le *Financial Times* un article appelant les Africains à « se réveiller sur les réalités de leur romance avec la Chine ». « La Chine prend nos ressources naturelles et nous vend des biens manufacturés. C'était également l'essence du colonialisme. Les Britanniques sont allés en Afrique et en Inde pour s'assurer des matières premières et des marchés. L'Afrique s'ouvre maintenant de son plein gré à une nouvelle forme d'impérialisme ». Les Chinois n'ont jamais fait montre d'un quelconque intérêt pour le développement de l'Afrique, seules ses ressources les intéressent. Pour exemple, en Zambie, des mineurs africains se sont révoltés en août 2012 contre leurs chefs chinois pour protester contre l'absence d'un salaire minimum, qui avait été promis. L'ONG Human Rights Watch a dénoncé en novembre 2011 les conditions de travail dans les mines détenues par les Chinois en Zambie : les managers chinois violent les lois du travail, avec des journées de travail de 18 heures, aucun jour de vacances, aucun syndicat et peu de protection sanitaire ⁶. Les vagues migratoires de travailleurs et d'entreprises chinois suscitent des frictions avec les populations comme au Zimbabwe, au Mozambique, au Botswana, au Niger, en Algérie, au Kenya, en Angola, en Éthiopie et en Namibie où les journaux locaux s'en font régulièrement l'écho ⁷.

Les BRICS sont bien loin de constituer un contre-pouvoir, le frein le plus puissant étant les relations que ces pays entretiennent entre eux. Ainsi la Chine refuse de soutenir le Brésil dans sa demande d'obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Il est aussi reproché à la Chine son absence d'ouverture à ses marchés intérieurs et une politique monétaire du yuan défavorable à leurs échanges commerciaux. De plus, l'Inde et la Chine sont clairement en compétition pour le leadership asiatique et le souvenir de la guerre sino-indienne en 1962 pour le contrôle de territoires himalayens n'est pas loin. De récentes incursions de militaires chinois en territoire indien pour marquer l'opposition du gouvernement chinois à la construction d'infrastructures dans la région du Ladakh sont une illustration de cette tension

⁶ Adrien Hart « La Chinafrique en difficulté. Du Ghana à la Zambie, les Chinois sont de plus en plus pris pour cibles. L'Empire du Milieu est-il devenu trop envahissant en Afrique ? », *Slate.fr* (31/10/2012).

⁷ François Bougon et Sébastien Hervieu, « Chine-Afrique : la fin de la lune de miel », *Le Monde* (22/03/2013).

entre les deux puissances⁸. La ligne de démarcation entre l'Inde et la Chine reste donc un lieu de tension.

De même, la Russie ne souhaite pas voir la Chine devenir une puissance hégémonique et perdre sa rente géopolitique qu'elle possède en Asie centrale dans les anciens territoires de l'URSS (Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan, Kirghizistan), territoires riches en matières premières.

Si ce n'est dans une rhétorique anti-occidentale, les BRICs ne représentent pas encore un front géopolitique uni capable de remettre en cause les politiques économiques prônées par les pays membres du G8. Le forum de dialogue IBAS (Inde, Brésil et Afrique du Sud) créé le 6 juin 2003 continue de tenir ses réunions annuelles ayant pour objectif le renforcement de la coopération Sud-Sud en amont des négociations internationales. La constitution des BRICs n'a pas remis en cause ce forum qui semble pourtant faire doublon, si ce n'est que la Chine en est écartée... Si les BRICs constituent clairement un poids économique, ils sont encore loin de constituer un poids géopolitique. Le projet de banque de développement et son fonctionnement diront si de la représentation inventée par Jim O'Neill, les BRICs sont passés à une réalité politique. En attendant, l'économiste de Goldman Sachs a trouvé un nouvel acronyme : les MIKT pour le Mexique, l'Indonésie, la Corée du Sud et la Turquie. Aucun sommet n'est encore à l'ordre du jour...

⁸ « Tensions à la frontière indo-chinoise après une incursion militaire », *Le Monde* (23/04/2013).